

# ÉTATS-UNIS – JEUX<sup>1</sup>

## (DS285)

| PARTIES   |                    | ACCORDS                              | ÉTAPES DU DIFFÉREND                         |                  |
|-----------|--------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------|------------------|
| Plaignant | Antigua-et-Barbuda | Articles XIV a), c) et XVI de l'AGCS | Établissement du Groupe spécial             | 21 juillet 2003  |
|           |                    |                                      | Distribution du rapport du Groupe spécial   | 10 novembre 2004 |
| Défendeur | États-Unis         |                                      | Distribution du rapport de l'Organe d'appel | 7 avril 2005     |
|           |                    |                                      | Adoption                                    | 20 avril 2005    |

### 1. MESURES ET SERVICES EN CAUSE

- Mesures en cause: Diverses mesures des États-Unis relatives aux services de jeux et paris, notamment des lois fédérales telles que la «Loi sur les communications par câble», la «Loi sur les déplacements» et la «Loi sur les jeux illicites».
- Services en cause: La fourniture transfrontières de services de jeux et paris.

### 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL/DE L'ORGANE D'APPEL<sup>2</sup>

- Portée des engagements au titre de l'AGCS: L'Organe d'appel a confirmé, mais en s'appuyant sur un raisonnement différent, la constatation du Groupe spécial selon laquelle la Liste des États-Unis annexée à l'AGCS incluait des engagements spécifiques concernant les services de jeux et paris. Se référant au «document W/120» et aux «Lignes directrices pour l'établissement des listes de 1993»<sup>3</sup> en tant que «moyens complémentaires d'interprétation», conformément à l'article 32 de la Convention de Vienne, plutôt qu'au contexte (article 31), l'Organe d'appel a conclu que l'entrée «Autres services récréatifs (à l'exclusion des services sportifs)» de la Liste des États-Unis devait être interprétée comme incluant les «services de jeux et paris».
- Article XVI:1 et 2 de l'AGCS (engagement en matière d'accès aux marchés): L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:1 et 2 car les lois fédérales des États-Unis en cause, en interdisant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris à l'égard desquels des engagements spécifiques avaient été pris, équivalaient à un «contingent nul» qui relevait de l'article XVI:2 a) et c) et était interdit par celui-ci. Il a néanmoins infirmé une constatation similaire formulée par le Groupe spécial au sujet des lois des États car il estimait qu'Antigua-et-Barbuda («Antigua») n'avait pas établi d'éléments *prima facie* en ce qui concernait ces lois.
- Article XIV a) de l'AGCS (moyen de défense fondé sur la protection de la moralité publique): L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures des États-Unis étaient destinées à «protéger la moralité publique ou à maintenir l'ordre public» au sens de l'article XIV a), mais il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'avaient pas démontré que leurs mesures étaient «nécessaires» à cette fin, car le Groupe spécial avait fait erreur en considérant les consultations avec Antigua comme constituant une mesure de rechange «raisonnablement disponible». L'Organe d'appel a constaté que les mesures étaient «nécessaires»: les États-Unis avaient établi *prima facie* la «nécessité» et Antigua n'avait indiqué aucune autre mesure de rechange susceptible d'être «raisonnablement disponible». En ce qui concerne le moyen de défense au titre de l'article XIV c), l'Organe d'appel ne s'est pas rallié à l'avis du Groupe spécial en raison de l'analyse erronée de la «nécessité» faite par ce dernier et s'est abstenu de formuler ses propres constatations sur la question.

L'Organe d'appel a modifié la constatation du Groupe spécial au sujet du texte introductif de l'article XIV. Il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures ne satisfaisaient pas aux prescriptions du texte introductif parce que les États-Unis avaient exercé une discrimination dans l'application de ces mesures. Il a néanmoins confirmé le deuxième motif sur lequel le Groupe spécial avait fondé sa constatation, à savoir qu'à la lumière de la Loi sur les courses de chevaux inter-États (qui semblait autoriser les exploitants nationaux à fournir certains services de paris à distance), les États-Unis n'avaient pas démontré que les prohibitions relatives aux jeux à distance s'appliquaient à la fois aux fournisseurs de services étrangers et nationaux, c'est-à-dire d'une manière qui ne constituait pas une «discrimination arbitraire et injustifiable» au sens du texte introductif.

<sup>1</sup> États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris.

<sup>2</sup> Autres questions traitées dans la présente affaire: la confidentialité des procédures de groupes spéciaux; le mandat; la pertinence des déclarations faites par une partie à l'ORD; la mesure en cause (prohibition totale); la pratique en tant que mesure; l'établissement d'éléments *prima facie*; la présentation tardive d'un moyen de défense (article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends); la charge de la preuve.

<sup>3</sup> Le «document W/120», intitulé «Classification sectorielle des services», a été distribué par le Secrétariat du GATT en 1991. Il contient une liste des «secteurs et sous-secteurs» de services pertinents, ainsi que les numéros «correspondants de la CPC» – Classification centrale de produits provisoire des Nations Unies – pour chaque sous-secteur. Les «Lignes directrices pour l'établissement des listes de 1993» ont été énoncées dans une «Note explicative» distribuée par le Secrétariat en 1993.